

avaient répondu à l'appel du Canada. Naturellement, les autorités de Washington ont mis une brusque fin à ce drainage des forces vives de la nation américaine. Notre ministre du Commerce, sir George Foster, s'est vu forcé d'écrire une lettre dans laquelle il s'est engagé, au nom du gouvernement canadien, à faire cesser cette campagne d'embauchage. Voici donc l'armée agricole du Canada privée de plus de *soixante mille* recrues que le gouvernement jugeait, il y a trois mois, *absolument nécessaires* pour nous permettre de faire produire au sol canadien la nourriture dont l'Angleterre a un si pressant besoin. Et ce déficit désastreux, fatal peut-être, le même gouvernement veut maintenant le doubler, le tripler, en jetant cent mille Canadiens de plus en pâture au minotaure de la guerre !

Notez bien le contraste. D'un côté, le gouvernement d'une nation de *cent millions* d'habitants, qui n'a pas encore sacrifié un seul homme à la cause désormais commune, juge dangereux et refuse de *prêter* à une nation voisine et alliée *soixante-dix mille* de ses enfants. De l'autre, le gouvernement d'une nation de *sept millions* d'habitants, qui a déjà fourni *quatre cent vingt mille* de ses enfants à la boucherie européenne, trouve nécessaire et *patriotique* d'en *forcer* cent mille de plus à se sacrifier au triomphe de la "liberté" et de la "démocratie" ! ! Quel vent de folie et de suicide passe donc sur nos têtes ?

Impérieuse nécessité de garder nos hommes

De tous les faits nouveaux qui ont modifié la situation depuis que sir Robert Borden a pris l'engagement "explicite" de ne pas établir la conscription, celui qui justifie le moins sa volte-face c'est bien l'entrée des Etats-Unis dans la guerre. A lui seul, au contraire, ce fait devrait suffire à faire comprendre à nos gouvernants qu'il faut mettre fin à tout enrôlement additionnel, à toute expédition de nouvelles troupes canadiennes en Europe. Le devoir qui s'impose plus impérieusement que jamais, *depuis que les Etats-Unis sont entrés en guerre*, c'est de rallier toutes les forces vives de la nation et d'utiliser tout le *man-power* du pays afin d'activer la production agricole — qui seule empêchera la crise des vivres, en Europe et en Amérique — et la construction des navires qui apporteront à l'Angleterre son pain quotidien.

Et pourtant, c'est probablement la déclaration de guerre des Etats-Unis qui a déterminé la volte-face de sir Robert Borden — pas pour l'avantage de la France ou de l'Angleterre, mais pour la commodité des Etats-Unis eux-mêmes.

Le comité britannique de recrutement, installé à New-York depuis peu, estime à 500,000 le nombre d'Anglais et de Canadiens, d'âge militaire, actuellement aux Etats-Unis. Une proportion considérable de ces sujets britanniques ont quitté le Royaume-Uni et le Canada depuis deux ans, afin de se soustraire au service militaire. Les autorités américaines ont jugé, avec raison, que si la seule crainte de la conscription, alors démentie par les autorités canadiennes, avait pu jeter de l'autre côté de la frontière des centaines de mille sujets britanniques, des millions d'Américains la franchiraient en sens inverse afin d'éviter